

# L'Humanité rouge



jeudi  
13 janvier 1977

No 604

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Abou Daoud remis en liberté mais ...

## LES ASSASSINS DE MAHMOUD SALEH COURRENT TOUJOURS

Ainsi, après trois jours de détention, le gouvernement français a dû décider la mise en liberté du dirigeant palestinien Abou Daoud. Celui-ci a quitté Orly pour Alger dans l'après-midi de mardi. La décision prise était la seule qui puisse l'être devant la vague d'indignation soulevée par cette arrestation dans les pays arabes. Toute autre décision se serait soldée par une crise très grave dans les relations entre la France et les pays arabes.

Cette décision a soulevé évidemment la hargne des sionistes qui, par la bouche de leur premier ministre, ont affirmé que «la France a fait preuve d'un maximum de lâcheté». De son côté, le gouvernement de la RFA qui demandait le maintien en prison d'Abou Daoud, a également protesté.

En remettant en liberté le dirigeant palestinien, le gouvernement français pense sans doute s'être tiré d'une affaire qui l'a couvert de ridicule et a montré une fois de plus que le ministre de l'Intérieur n'est rien moins qu'un menteur.

Alors que lundi celui-ci affirmait que cette arrestation avait eu lieu à la demande du gouvernement allemand, quelques instants

après, le gouvernement de Bonn démentait formellement. L'arrestation avait eu lieu sur initiative française. Puis, le ministre de l'Intérieur a dû changer de version : cette fois, si Abou Daoud avait été arrêté, c'est parce qu'il avait de «faux papiers». Mensonges et contradictions qui reflètent l'embaras du gouvernement français dans cette affaire.

Après la libération d'Abou Daoud, une question reste posée : pourquoi avoir eu recours à cette arrestation ? Il est clair en effet qu'elle a placé le gouvernement français dans une situation pour le moins embarrassante pour la politique officielle de prétendue amitié avec les pays arabes.

Elle est le reflet des contradictions qui agitent les milieux de la bourgeoisie à

propos de la politique à suivre au Moyen-Orient. Il est très probable que cette arrestation, opérée à l'initiative de la DST, avait pour objectif de créer des difficultés dans les relations franco-arabes.

Elle a montré une fois de plus les liens étroits unissant certains milieux gouvernementaux et des services secrets avec les sionistes.

(Suite p. 2)

Midi viticole

## ATTENTAT FASCISTE CONTRE ALBERT TEYSSERE

Il y a encore quelques jours, Bonnet, ministre de l'Agriculture, avait lancé devant la presse, à propos des petits viticulteurs «qu'ils crévent». Il semble bien que ce souhait ait été entendu.

Albert Teyssere, petit viticulteur à Lauraguel dans l'Aude, a reçu mardi matin un colis piégé à son domicile, blessant grièvement aux mains son fils, Patrice.

On se souvient, qu'Albert Teyssere avait été arrêté arbitrairement au lendemain des affrontements entre viticulteurs et CRS dans le Midi-viticole en mars dernier, et où fut assassiné Émile Poytes, petit viticulteur à Arquette-en-Val.

L'attentat s'est produit alors qu'Albert Teyssere devait bientôt comparaître devant le juge d'instruction.

Il est clair qu'il s'agit là d'une tentative de pression par la violence fasciste, visant à faire taire les viticulteurs alors que le Midi-viticole connaît une situation

plus explosive encore qu'en 1976.

«Qu'ils crévent...» ou qu'ils fassent du soja!

La colère et l'inquiétude des petits viticulteurs en ce début d'année 1977, n'est pas étrangère aux propos de Bonnet. Comme d'ailleurs les propos de ce dernier n'étaient pas sans rapport avec le «plan» préparé par Bentegac, commissaire à la rénovation du vignoble du Languedoc-Roussillon (plan qui devrait normalement être discuté par le Conseil des ministres le 19 janvier).

Qu'est-ce que le plan Bentegac ?

Il établit toute une série de mesures politiques et économiques visant à réduire de 25 % la production viticole de cette région, soit entre 5 et 6 millions d'hectolitres de vin : cela signifie concrètement l'arrachage de la vigne sur environ 100 000 hectares.

(suite p.3)

## Victoire pour les résidents des foyers Sonacotra

d'Argenteuil, de Sannois et de Corneilles



Manifestation devant le tribunal d'instance de Sannois.

C'est à plus de 200 que nous nous sommes retrouvés français et immigrés, devant le tribunal d'instance de Sannois, dès 14 heures, mardi 11 janvier. Plusieurs banderoles étaient disposées

sur le trottoir, affirmant ainsi la volonté de lutte des résidents :

«Non aux saisies-arrêts sur nos salaires», «Retour de nos camarades expulsés», «Vive le comité de coordi-

nation».

Pendant une heure, délégués, résidents et travailleurs venus les soutenir faisaient le point sur la lutte, échangeaient leurs expériences.

(Suite p. 3)

Témoignage d'Abraham Serfaty sur la torture au Maroc

en p. 2

## COLERE AU PAYS BASQUE

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé mardi après-midi aux obsèques de Juan Manuel Iglesias, jeune manifestant de 15 ans qui avait été tué dimanche dernier. Les manifestants ont lancé des slogans tels que «Vive le Pays basque». Le père du jeune homme a pris la parole pour dénoncer la police responsable de l'assassinat de son fils.

Depuis dimanche, la mobilisation populaire contre les crimes de la garde civile n'avait cessé de se développer. Dès l'annonce de la mort, 2 000 personnes s'étaient rassemblées près de Saint-Sébastien malgré la police.

Lundi soir, des milliers de manifestants et plusieurs centaines de policiers s'étaient affrontés à Setao et Portugaite. Des barricades avaient été dressées et les manifestants ont lapidé les forces de l'ordre. Les affrontements s'étaient poursuivis tard dans la nuit, faisant plusieurs blessés graves.

A Bilbao, un vaste mouvement de grève s'était déclenché. Toutes les entreprises d'importance étaient en grève. Le mouvement était total notamment à Babcock Wilcox où travaille le père de Juan Manuel Iglesias.

# Témoignage d'Abraham Serfaty sur les tortures au Maroc

Nous publions ici un témoignage d'Abraham Serfaty, militant marxiste-léniniste et un des principaux accusés du procès actuel de Casablanca.

Ce témoignage montre que, même sous la torture et sous les pires pressions psychologiques, l'idéologie d'un communiste peut être la plus forte. Abraham Serfaty n'a pas cédé tout comme n'ont pas cédé des dizaines de communistes français torturés par les nazis.

Abraham Serfaty et ses camarades sont aujourd'hui à nouveau entre les mains de la police tortionnaire d'Hassan, nous devons les en tirer.

Arrêté le 27 janvier 1972 à 7 heures du matin, j'ai été soumis, dès mon arrivée au commissariat régional de Rabat, à une première séance de tortures qui a duré jusqu'à 8 h 30, une seconde séance eut lieu plus tard dans la matinée pendant une durée que je ne puis évaluer.

La méthode utilisée a été similaire dans les deux séances. J'ai été suspendu à un manche à balai posé entre deux bureaux distants d'un mètre environ, de la façon suivante : les poignets noués par une corde, les bras sont passés au-dessus des genoux et enfoncés de façon à ce que le manche à balai puisse être glissé entre les deux avant-bras et le creux des genoux. Une fois suspendu, le corps prend une position d'équilibre qui situe la tête pratiquement à l'horizontale. Le bandeau déjà enserrant les yeux, une serpillière est posée sur le reste du visage, recouvrant le nez et la bouche. De l'eau est alors versée sur le chiffon.

Cette méthode a ainsi un double effet : physiologique, par l'étouffement effectif provoqué par l'eau et l'on ne peut alors qu'avaler, malgré tous les efforts que l'on peut faire pour s'en empêcher, du fait du chiffon qui forme un drain inexorable ; psychologique par une sensation de perdi-

tion nettement plus forte que dans le cas de la noyade où le corps entier plonge sous l'eau, et aussi par la douleur elle-même provoquée à la fois par cette sensation et par la contraction interne de lutte contre l'étouffement.

Le plus dur, le plus angoissant est le début. Avant de commencer, les tortionnaires m'avaient indiqué de lever le doigt si je voulais parler. Je savais que céder ferait de moi une chiffonnette entre leurs mains, aurait réduit à néant une vie entière de lutte, aurait rendu vains les sacrifices consentis. Il fallait mourir pour sauver le sens même de sa vie. Mais la mort en soi n'est rien. Au demeurant, il y a longtemps que j'avais fait mon choix. Ici, à cet instant, il fallait surmonter la souffrance. Or, la concentration morale sur toutes les raisons que l'on a de ne pas céder, non seulement permet d'être plus fort que la souffrance mais finalement de l'estomper, de la faire passer à un état second. Si la conception marxiste de l'homme avait encore besoin d'une confirmation, c'est là qu'elle apparaît éclatante. Le militant isolé entre ses tortionnaires est le plus fort, plus fort que la torture, plus fort que la mort. La pensée révolutionnaire efface la

souffrance. Le corps est littéralement, effectivement, déconnecté. La torture peut se poursuivre indéfiniment. Ce sont les tortionnaires qui se fatiguent.

Pendant ce temps, dans le noir du bandeau, dans le froid qui envahit, la pensée reste étonnamment en éveil. Pas un bruit, pas une parole de mes tortionnaires ne m'ont échappé. Je rappellerai les plus significatives.

1) Aucune question précise : « Parle ou tu vas mourir » était le leit-motiv dit en arabe, prouvant que les tortionnaires cherchaient avant tout à me briser pour me faire entrer dans le moule qu'ils m'avaient préfabriqué.

2) Lors de la deuxième séance, l'un des tortionnaires décroche le téléphone, compose un numéro inconnu à trois chiffres, et reste un long moment sans parler au téléphone, moment trop long pour qu'il s'agisse de la simple attente d'une sonnerie. Sans doute était-ce la façon convenue d'informer que la situation était sans changements et d'obtenir des instructions.

3) Le plus important est ceci : les opérations de torture étaient dirigées par quelqu'un dont je n'ai jamais retrouvé la voix parmi les commissaires que j'ai pu voir ensuite à la Sûreté régionale, quelqu'un qui ne pouvait venir que de la Sûreté nationale ; et dont il y a de fortes raisons de penser qu'il ne peut être qu'un

français. En effet, la voix s'exprimait dans un français sans aucun accent et ne s'exprimait qu'en français, même pour donner des instructions techniques aux tortionnaires qui me harcelaient en arabe du « parle ou tu vas mourir » ou bien « Serfaty, veux-tu parler ? ».

Ces instructions, dans la première séance, précisaient de pincer les narines, ce qui rend en effet l'aspiration d'eau par la bouche beaucoup plus efficace. Ce même supérieur est intervenu directement une fois lors de la deuxième séance, sans doute s'énervait-il, pour m'asséner plusieurs fortes baffes sur la tête en me disant, toujours seul à s'exprimer en français : « alors, tu vas parler ».

Enfin, vers la fin de la deuxième séance, j'entendis cette voix prononcer à voix basse, comme pour soi-même et toujours dans ce français sans accent, exactement ceci : « il faudrait bien qu'on l'ouvre, cette boîte à archives ». De quel nouveau Garcette s'agit-il ? (1)

(1) : Garcette était sous le protectorat, inspecteur-chef des Renseignements généraux de Casablanca, chargé de la répression politique dans cette ville et tortionnaire notoire.

Ce texte est extrait d'un document publié par le « Comité de lutte contre la répression au Maroc ». 78930 - Guerville - CCP : Mme Morel La source - 31.561.17.

## Casablanca

### Le procès des marxistes léninistes se poursuit

Au cours de la journée de mardi, les marxistes-léninistes qui comparaissent à Casablanca devant le tribunal ont menacé d'entamer une grève de la faim de 48 heures pour protester contre la manière dont se déroulent les débats.

Après avoir fait cette déclaration, deux des inculpés, Chaoui Loudiyi et Belaktir Mokhtar ont été applaudis par leurs camarades et conduits hors du tribunal.

Au cours de la séance de mardi, à de nombreuses reprises, les inculpés ont été interrompus par le président du tribunal à chaque fois qu'ils faisaient une déclaration politique. Par ailleurs,

un vif incident a également eu lieu entre le président du tribunal et les deux avocats.

## LES ASSASSINS DE MAHMOUD SALEH COURENT TOUJOURS

Suite de la p. 1.

D'ailleurs, l'impunité dont bénéficient les tueurs sionistes, responsables de l'assassinat en France de quatre dirigeants palestiniens ces dernières années, ne peut s'expliquer autrement.

Aujourd'hui Abou Daoud est libéré mais on ne

## Liban

### Une paix difficile

À la veille de l'expiration du délai accordé aux diverses parties libanaises et palestiniennes pour déposer les armes lourdes, l'opération de désarmement paraît se dérouler sans difficulté sur l'ensemble du pays. Déjà un certain nombre d'unités de l'Armée de libération de la Palestine, entrées au Liban au cours de la guerre civile ont commencé à faire mouvement vers leur pays de résidence traditionnelle.

Le commandement de la Force arabe de dissuasion supervise pourtant la remise des armes lourdes qui devra théoriquement être achevée mardi à minuit. Les armes récupérées seront confiées aussitôt à l'armée régulière libanaise réunifiée.

Ce retour à la paix ne fait pas l'affaire des superpuissances et de leurs agents au Liban qui s'emploient en sous-main à tenter de raviver la tension. C'est ainsi qu'un certain nombre d'attentats provocateurs continuent d'avoir lieu au Liban, comme celui qui, récemment, a fait 35 morts dans un quartier chrétien de Beyrouth. La force de dissuasion arabe réagit avec la plus grande fermeté pour enrayer ces provocations et vient ainsi d'arrêter une quarantaine de personnes accusées de pillage et d'assassinats.

## Zimbabwe

### Ajournement probable de la Conférence de Genève

Il est probable que la conférence de Genève sur la Rhodésie ne reprendra pas le 17 janvier comme prévu initialement. Le médiateur britannique, Ivor Richard, a dû en effet prendre acte de son échec dans sa tentative de rallier les patriotes africains au point de vue de la Grande-Bretagne. Celle-ci souhaite en effet exercer un rôle de véritable arbitre pendant la période transitoire de passage du pouvoir à la majorité noire, ce que refusent les patriotes du Zimbabwe qui entendent diriger eux-mêmes leur lutte pour l'indépendance sans tutelle d'aucune sorte.

Les deux superpuissances qui sont conscientes de l'élimination prochaine du gouvernement raciste de Ian Smith, s'agitent beaucoup en ce moment pour s'implanter en Rhodésie.

Un rapport confidentiel du sénat américain préconise l'envoi d'une mission spéciale US en Rhodésie pour « prendre des contacts à la fois avec les autorités officielles rhodésiennes et les dirigeants nationalistes noirs » et propose l'examen d'urgence d'une « assistance économique à la Rhodésie pour faciliter la période de transition ». Tant d'empressement n'est évidemment pas innocent.

De son côté, le social-impérialisme russe place ses agents : 5 diplomates cubains viennent ainsi d'être expulsés du Canada ; à la suite d'informations en provenance de Rhodésie, ils sont accusés d'avoir transformé les locaux du consulat cubain à Montréal en centre de formation d'agents expédiés ensuite en Rhodésie. Enfin Podgorny vient d'annoncer une prochaine « tournée » en Afrique australe.



## ABONNEZ VOUS AUX PÉRIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION :

1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F

LA CHINE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

LITTÉRATURE CHINOISE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

COMMERCE EXTÉRIEUR DE CHINE :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

ENVOYER VOS ABONNEMENTS

REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

tion publique du crime ignoble contre la personne de Mahmoud Saleh.

A tous les amis du peuple palestinien, il reste aujourd'hui à exiger avec force que les assassins soient découverts et condamnés comme il convient.

## nouvelles intérieures

## La bourgeoisie et le social impérialisme russe, ennemis des marins-pêcheurs

Les marins pêcheurs du Nord Finistère subissent comme les ouvriers et les petits paysans le poids de la crise du système capitaliste. Les prix de vente aux mareyeurs des poissons et des crustacés sont plus bas que jamais. Cela n'empêche pas que pour l'ouvrier les prix à l'achat ne cessent d'augmenter.

Il y a deux mois une cinquantaine de marins pêcheurs manifestent à Plougasnou dans le Nord Finistère pour dénoncer un gros mareyeur, Oulhen.

Ce capitaliste achète les crabes à 3 F le kilo et les revend jusqu'à 15 F à la consommation. Devant la détermination des marins pêcheurs, pour briser leur lutte, il a utilisé la menace de l'achat à l'étranger, achetant même des crabes à 4 F le kilo aux pêcheurs anglais.

Comme dans l'agriculture, par les coopératives et les trusts agroalimentaires, le capitalisme est aussi introduit dans le marché du poisson. Même si les marins pêcheurs paraissent indépendants, ils sont entièrement soumis à la loi du marché capitaliste.

Leur revenu qui n'est pas un salaire dépend à la fois de la pêche et du mareyeur. Les conditions de travail, le nombre d'heures de travail, les revenus qui ne cessent de diminuer font que les marins pêcheurs commencent à s'organiser contre la bourgeoisie capitaliste.

Cette organisation est difficile, différente de l'organisation de la classe ouvrière, car les différences entre bateaux, les idées individualistes existent toujours. Mais face à la crise du système capitaliste, les marins pêcheurs seront amenés à lutter et à s'unir à la classe ouvrière.

La bourgeoisie capitaliste est l'ennemi fondamental des marins pêcheurs, mais depuis un moment ils se heurtent aussi aux flotilles de pêche du social-impérialisme russe qui pillent systématiquement les zones de pêche.

Après «l'incident» entre un chalutier russe et un pêcheur près d'Ouessant, la bourgeoisie française a voulu faire de cette affaire une simple histoire juridique.

Les partis bourgeois de «gauche» ont aussi fait le silence sur tout les faits qui prouvent que l'URSS se livre au pillage des zones de pêche et à l'espionnage intensif des côtes des pays d'Europe. Le pêcheur accidenté a reçu des lettres ano-

nymes lui conseillant de se taire et de «se reconvertir dans le maquereau».

Seuls les clans bourgeois ont intérêt à une telle attitude. Seuls les faux communistes du PCF veulent, bien qu'ils soient «obligés» de dénoncer les faits les plus criants, cacher les préparatifs de guerre du social-impérialisme russe.

Pourtant la bourgeoisie ne peut plus taire la présence continue des chalutiers du social-impérialisme, les violations de plus en plus nombreuses des règles de navigation.

Les pays impérialistes de la CEE, après s'être opposés aux revendications des pays du tiers monde sur l'extension des eaux territoriales à 200 miles marins car cela les gênait dans leur propre pillage des pays du tiers monde, sont obligés aujourd'hui de réagir dans leurs propres eaux territoriales. C'est leurs profits impérialistes qui sont menacés par la présence croissante de chalutiers russes et des pays du pacte de Varsovie.

Les pays impérialistes de la CEE réunis à Bruxelles ont décidé de contrôler la pêche des pays non mem-

bres de la CEE dans les eaux communautaires. C'est un petit coup de force tenté par les pays impérialistes d'Europe Occidentale contre le social-impérialisme russe. D'après le projet, le tonnage de poissons pêchés par les chalutiers russes devrait passer de 600 000 tonnes en 1976 à 220 000 tonnes en 1977 dans les eaux de la CEE.

Les marins pêcheurs, les ouvriers ne peuvent compter que sur eux-mêmes dans la lutte contre la bourgeoisie capitaliste et le social-impérialisme. Face aux préparatifs de guerre du social-impérialisme, la bourgeoisie sera obligée de dénoncer ce qu'elle ne peut pas cacher, mais elle restera l'ennemi des marins pêcheurs et de la classe ouvrière. Les communistes marxistes-léninistes soutiennent la juste lutte des marins pêcheurs contre la bourgeoisie impérialiste française et contre le pillage et le massacre organisés des fonds marins par les chalutiers du social-impérialisme. Les communistes marxistes-léninistes dénoncent l'utilisation des marins pêcheurs soviétiques par les nouveaux tsars pour leurs préparatifs de guerre.



### Exposition

## MAO TSE-TOUNG EDUCATEUR DES PEUPLES REVOLUTIONNAIRES



68, rue de Belleville

Du 18 décembre au 15 janvier 1977

Heures d'ouverture du lundi au jeudi

11 H - 13 H et 17 H - 19 H 30

Le vendredi : 11 H - 13 H et 17 H - 21 H

Le samedi : 10 H à 19 H 30

Le dimanche : 10 H 30 à 13 H

## Midi viticole

### Attentat fasciste contre Albert Teyssère

(suite de la p. une)

Le plan gouvernemental s'appuie sur une soi-disant surproduction de vins en France. Mais les viticulteurs les premiers, savent fort bien que c'est un argument fallacieux, puisque la production totale par année des vignobles français ne suffit pas à la consommation annuelle.

La vérité, c'est que l'État est au service des pinardiers du genre Ramel ou Doumeng, qui trafiquent sur les vins avec des importations frauduleuses, pour accroître leur marge de profit (depuis janvier dernier, plus de 8 millions d'hectolitres ont été importés ; la voilà la «surproduction» !).

Le plan prévoit donc le soutien aux trafiquants et la liquidation des petits producteurs.

Car un plan de reconversion des surfaces cultivées est bien prévue, mais il concerne les paysans riches et capitalistes.

En effet, en remplacement de la vigne, l'État aimerait voir se développer la culture du soja (la France importe chaque année, principalement des USA, 1,5 millions de tonnes de soja, et cela accroît le déficit de la balance des paiements monopolistes).

Mais la production du soja n'est rentable que sur de grandes surfaces, et avec

une mécanisation poussée. Ce projet entraînerait donc le licenciement de beaucoup d'ouvriers agricoles et de petits viticulteurs travaillant à temps partiel chez les gros pour survivre (sur 80 ha de vignes travaillent 7 ou 8 ouvriers ; sur la même surface en soja, un seul suffit).

D'autre part, au prix où sont les cours du soja, il est impossible à un petit exploitant d'avoir un revenu correct lui permettant de vivre.

L'issue est dans la lutte basée sur l'unité ouvrière et paysanne

Pour faire face à ce plan de liquidation des petits viticulteurs et de licenciements des ouvriers agricoles, deux voies se présentent. La première consiste à se battre pour soi-disant «démocratiser» l'office du vin mis en

place l'an passé.

C'est la voie de l'impasse. Elle permet, à ceux qui l'avancent, les tenants de l'Union de la gauche, de s'appuyer sur les luttes des petits viticulteurs pour mettre en place un office qui scellerait l'alliance des industriels du vin et des viticulteurs aisés et capitalistes. Tout comme l'office du blé mis en place depuis quarante ans l'a montré, il ne permettrait en aucun cas d'assurer un juste revenu et la garantie de vente aux petits producteurs.

L'autre voie, c'est celle de la lutte de masse des ouvriers agricoles et des petits viticulteurs, contre toute liquidation, contre tout licenciement, pour «travailler et vivre au pays». C'est la voie qui refuse de cautionner un programme de la bourgeoisie contre un autre.

## Victoire pour les résidents des foyers Sonacotra d'Argenteuil de Sannois et de Cormeilles

Suite de la p. 1.

C'est ainsi que l'on a appris que les résidents refusent de payer leurs impôts locaux puisqu'ils ne sont pas considérés comme locataires par la Sonacotra ! A Sannois ces impôts s'élèvent à 118 F et à Cormeilles à plus du double ! Détermination, volonté d'aller unis jusqu'à la victoire et enthousiasme, voilà ce qui marquait ces discussions.

A l'intérieur de la salle où nous sommes tous entrés cela n'a duré que 10 minutes. Il est significatif de noter que nous n'entendions strictement rien de ce que disait le juge, qui de fait ne s'adressait même pas à nous. Voilà toute l'image de la justice bourgeoise méprisant le peuple.

A la sortie, c'est donc lors d'un meeting improvisé devant le tribunal qu'il a fallu expliquer les décisions du juge :

— le juge considérant comme recevable le point de vue des résidents sur l'illégalité des tarifs de location de la Sonacotra, a suspendu tout jugement pendant 3 mois. Il laisse ainsi la possibilité aux résidents de poursuivre leur attaque contre la Sonacotra devant le tribunal administratif.

Comme à Pontoise, pour les résidents de St-Ouen-l'Aumône, c'est donc une victoire que les résidents d'Argenteuil, Sannois et Cormeilles ont remportée.

C'est aux cris de «So-So-Sonacotra cèdera», «Retour de nos camarades», «A bas les gérants fascistes», «A bas les foyers prisons»...



que nous nous sommes dirigés en manifestation jusqu'à la gare de Sannois.

Après une brève intervention en arabe, nous sommes séparés, renforcés pour les uns dans leur volonté de lutte et pour les autres dans leur volonté de soutenir encore davantage cette lutte contre tous ses ennemis.

Correspondant HR.



## Barre menace

## LES DIRECTIONS SYNDICALES S'ECRASENT

La bourgeoisie en place, comme celle qui aspire à lui succéder (la fausse gauche PCF-PS-RDG) cherche à passer sous silence les milliers d'ouvriers qui, dans toute la France, occupent actuellement leur usine pour riposter aux menaces de licenciements, pour l'amélioration des conditions de travail et contre la baisse de leur pouvoir d'achat.

Toutes ces canailles insistent lourdement sur le fait que les travailleurs de la Caisse d'Épargne de Paris et de la Belle-Jardinière, n'ont pas obtenu satisfaction.

Ils cherchent à accréditer l'idée que «la grève ne paie pas», qu'il faut donc rester tranquille (négocier ou « manifester dans la paix et la dignité ») et bien voter (surtout pas troubler le sinistre cirque électoral de la bourgeoisie).

Pendant ce temps, l'exploitation capitaliste se renforce, et Barre se permet de déclarer cyniquement : «Le droit de grève existe. Qu'ils l'exercent. En ce qui me concerne, je ne modifierai pas ma position !»

Il se montre sûr de lui dans le secteur public et nationalisé, sachant bien que les directions syndicales révisionniste et réformiste de la CGT et de la CFDT (sous direction PCF mais aussi PS pour cette dernière) restent toujours dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie. Il se montre par contre intransigent et menace ceux qui veulent s'attaquer à la dictature du grand capital.

Il est fermement appuyé par les dirigeants traitres au prolétariat, qui parlent d'«actions coordonnées» mais ne veulent surtout pas entendre parler de grèves illimitées. Par «actions coordonnées», ils entendent leurs grévilles-bidon de 24 h où ils font semblant de hausser le ton.

Ainsi à l'EGF, les 5 fédérations syndicales ont fait savoir que si les discussions — qui vont s'ouvrir — n'aboutissent pas au maintien ou à la «progression» du pouvoir d'achat (d'après l'indice truqué de l'INSEE !) ... elles agiront ! c'est-à-dire une nouvelle grévite qui ne risque pas de faire reculer l'État-patron.

Pour les fonctionnaires et les mineurs des charbonnages de France, c'est le même cinéma.

Les prétextes donnés par les dirigeants bourgeois des syndicats : «L'heure n'est pas à l'offensive», «les grèves illimitées sont illusoires», bref c'est la capitulation sur toute la ligne.

Alors que Barre dit qu'il ne cédera pas, les bonzes révisionnistes lui emboîtent le pas en essayant — par rapport aux ouvriers — de garder la face en appelant à des grévilles

Les menaces de Barre de doivent pas nous intimider, mais montrent bien que face à la dictature de la bourgeoisie il n'y a pas d'autre solution que de travailler à l'organisation de la lutte de classe et de masse pour faire aboutir les revendications urgentes des travailleurs.

## LE REPONDEUR FONCTIONNE A NOUVEAU



POUR CORRESPONDRE  
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

## Merlin Gérin

## Quand les intérimaires s'expriment

Merlin Gérin, c'est la plus grande entreprise grenobloise : 15 usines et 7 000 personnes dans l'agglomération. Elle vient de perdre son «indépendance» en entrant (1976) dans le groupe EMPAIN-Schneider. La CGT y est hégémonique et le PCF y compte 10 cellules.

Les fabrications couvrent de larges domaines de l'électricité, de l'électronique. Depuis peu, le groupe s'intéresse au nucléaire, tandis que d'autres secteurs, comme les transformateurs, jugés non rentables, sont liquidés et les travailleurs reclassés.

Cette politique de reclassement, ainsi qu'une politique systématique d'emploi d'intérimaires, permet «d'éponger les creux» sans embaucher.

À l'usine J, 12 intérimaires embauchés en novembre pour le traditionnel «coup de bourre» de fin d'année sont mis à la porte le 31 décembre. Pour certains, c'était la 3<sup>e</sup> fois qu'ils revenaient travailler dans cette usine pour de courtes périodes. D'autres y travaillaient depuis plus d'un an. Cette fois-ci, peu d'espoir de retrouver du travail rapidement ! La colère est grande.

Un délégué CGT a fait circuler une pétition parmi les intérimaires, qui réclame le paiement — à ceux-ci — d'une journée non travaillée mais payée au personnel MG, suite à des accords de réduction d'horaire entre direction et syndicats. La CGT ne diffuse cette pétition qu'aux intérimaires, le personnel MG est tenu dans l'ignorance, ce qui empêche toute véritable solidarité.

Comme un intérimaire proteste contre ces méthodes, le délégué répond qu'il

s'agit là d'un problème particulier aux intérimaires, qu'ils n'ont qu'à prendre leurs affaires en main et que de toutes façons, les gars ne veulent rien faire !

La pétition est signée par dix intérimaires !

Par contre, les intérimaires décident de sortir un tract et de le diffuser à tous les travailleurs de l'usine. Ce tract explique comment l'intérim est un moyen de camoufler le chômage galopant, de diviser les travailleurs, de détourner la «légalisation du travail» et appelle tous les travailleurs à la solidarité et à la lutte pour l'emploi. Il appelle à continuer le travail d'explication afin d'arriver à une mobilisation des travailleurs et d'obliger la direction à embaucher. Il critique aussi la pétition CGT...

Un peu avant la diffusion, les dirigeants CGT sont mis au courant... et ils éclatent : «C'est pas vrai,

c'est pas un intérimaire qui a fait ce tract ! C'est un torchon qui divise la classe ouvrière en attaquant la CGT ! Vous allez vous ridiculiser auprès des travailleurs et de la direction !»

Le tract est diffusé à l'entrée de 13 h par les intérimaires. Il reçoit un très bon accueil et les témoignages de solidarité sont nombreux. Quelques travailleurs posent des questions sur l'attitude de la CGT et la condamnent.

Quand ils rentreront à 14 h 30, les délégués en seront réduits à vociférer dans leur coin en disant qu'ils avaient condamné la diffusion du tract et en proférant des menaces contre celui qui l'avait rédigé.

Pour la première fois à Merlin-Gérin, des intérimaires ont pris les moyens de s'exprimer.

Nul doute que cette voie sera poursuivie.

Correspondant HR

## Chez Findling à Nanterre Grève illimitée avec occupation contre tout licenciement

La société Findling, composée d'une société de services «Findling SA» (10 à 20 employés) et d'une société de travaux «Société d'exploitation Frédéric Findling» (360 à 380 travailleurs), a un siège social à Caen.

Mais l'essentiel de son activité est à Nanterre : centre de décision, chantiers d'électricité du Bâtiment.

Depuis juin 75, la boîte est en suspension de paiement, et un plan de 3 ans a été établi pour le paiement des dettes du patron. Pas étonnant donc que ce patron ne puisse tolérer le moindre contestation de son «ordre». En 1968, une section syndicale CGT, à peine constituée, est démantelée. Le patron a fait pression sur les délégués jusqu'à ce qu'ils partent !

Mais les travailleurs n'en démordent pas ! Il y a 6

mois, une section syndicale CFDT est constituée.

La politique commerciale définie en 75 pour sauver la boîte a été volontairement sabotée par la direction, et le patron a mis son entreprise en règlement judiciaire le 29 décembre 1976. Un syndic a été nommé.

Première décision : 120 travailleurs licenciés, d'autres suivront, les autres devront accepter les anciens salaires et aucune amélioration des conditions de travail !

Dès la fin de la semaine dernière, la grève de deux jours (6 et 7 janvier) prévue au début pour les augmentations de salaire s'est vite transformée en grève illimitée avec occupation, contre tout licenciement, ce qui n'exclut pas les revendications sur les salaires et les conditions de travail.

Le patron explique sa dé-

cision en disant que pour lui c'est une «question d'honneur» que de payer ses dettes ! Question d'honneur, aussi, que de licencier 120 travailleurs ?

Décidément, l'honneur des patrons se situe bien bas, au niveau du fric, évidemment ! Chaque classe a son honneur !

À Nanterre, la grève est suivie par la quasi-totalité du personnel : 220 ouvriers et 80 ETAM-cadres. À Caen, plusieurs travailleurs ont fait grève en solidarité jeudi et vendredi derniers.

Les grévistes ont formé un Comité de grève, composé de syndiqués et de non syndiqués. Déjà les travailleurs se sont organisés : tracts pour populariser la grève, collectes, parce que le soutien financier va devoir être important.

Ils sont bien décidés à garder en main eux-mêmes

## Bennes Marrel à Vitrolles

### Première grande lutte depuis 1968

Cela fait maintenant plus d'une semaine que les 150 ouvriers de l'usine des bennes Marrel sur la zone industrielle de Vitrolles (près de Marignane) occupent leur usine.

À la différence de leurs camarades de St Étienne qui luttent contre les licenciements, ici ce sont les salaires et les conditions de travail que sont au centre des revendications.

C'est la première grande lutte depuis 1968, (à part les journées d'action nationales lancées par les confédérations syndicales).

Les travailleurs n'ayant eu que des augmentations de salaires ne suivant même pas l'augmentation des prix, et les cadences devenant de plus en plus rapides, ceux-ci sont passés à l'action.

Ils demandent notamment une garantie égale à 20 % du salaire de la prime de rendement. Le travail se faisant au rendement, il arrive que le salaire varie de 0 à 40 % d'un mois à l'autre. Quand les travailleurs sont fatigués ou bien reçoivent des plans de bennes incomplets, cela se ressent à la fin du mois sur la fiche de paye.

Les travailleurs ont popularisé leur lutte sur les autres usines de la ZI aux moyens de tracts. La lutte est dirigée par la section CGT seule présente dans l'usine.

Une réunion avec la direction est «bloquée». La direction espère sûrement un pourfissement de la grève.

Aux travailleurs de lui montrer leur détermination à arracher la victoire !

Correspondant HR, après discussion avec le piquet de grève.

la direction de leur lutte. Un délégué nous disait dimanche : «Nous ne permettrons à aucune organisation de se substituer à nous pour mener cette grève. Il y a une section CFDT, mais ce sont les travailleurs de la boîte qui décideront. Ceci dit, nous acceptons tout soutien d'où qu'il vienne, s'il respecte notre lutte.»

Déjà plusieurs assemblées générales sont prévues cette semaine.

Les grévistes invitent tous les travailleurs de la région à venir leur apporter leur soutien militant et matériel, sur place :

84, Avenue Lénine 92 000 Nanterre (demander le comité de grève)

Correspondant HR



## Decazeville (Aveyron)

## LA LUTTE SE DURCIT AUX A.U.M.D

## Séquestration de PDG, grande manifestation ...

Les AUMD font partie du trust Creusot-Loire. Nous avons malheureusement reçu l'article trop tard pour qu'il puisse paraître dans le journal, le jour de la grande manifestation de mardi, dont nous aurons sans doute l'occasion de reparler, car elle devait constituer une étape importante dans la lutte.

Devant les menaces de plus en plus précises qui pèsent sur l'emploi (il est question de dépôt de bilan), la colère des travailleurs grandit, ainsi que leur détermination et leur niveau de conscience comme quoi seule la lutte paie.

Déjà pendant la semaine de Noël où certains secteurs de l'usine étaient en chômage technique, l'occupation de l'usine, service par service, avait été décidée.

Cette occupation a été bénéfique, car, malgré un départ difficile, les travailleurs ont su lui donner un caractère militant : par exemple, confection de banderoles « Notre lutte est aussi la votre ».

Le mercredi 29 décembre

Une délégation de 200 travailleurs montait à Paris. Le 30, elle occupait les bureaux de Creusot-Loire au moment où devait se dérouler une réunion pouvoirs publics-Creusot-Loire.

La réunion a été reportée. Une entrevue avait lieu avec un représentant de Creusot-Loire, pendant que les travailleurs scandaient des slogans sous les fenêtres.

Cette action a permis de démontrer que les travailleurs des AUMD ne comptaient pas se laisser plumer par les liquidateurs.

Au même moment avait lieu à la Préfecture de Rodez une manifestation d'environ 300 travailleurs.



Le mardi 4 janvier

Le PDG David et deux autres acolytes démissionnent. L'après-midi, les travailleurs en activité mais aussi une partie de ceux qui sont au chômage technique, viennent appuyer les délégués qui avaient une entrevue avec le directeur Bois.

Durant toute la réunion, les travailleurs ont chanté l'Internationale et scandé des slogans hostiles au directeur et à Creusot-Loire : « Non aux licenciements », « de l'acier pas du Bois »,

« Non au chômage ». A la fin de l'entrevue, les travailleurs ont investi les locaux et ont accompagné Bois, le liquidateur, jusqu'au bureau ; certains voulaient d'ailleurs lui faire un mauvais parti...

Mercredi 5 janvier

Suite à la venue du PDG démissionnaire David au tri-

bunal du Commerce de Rodez, les travailleurs en activité et une bonne partie de ceux qui sont au chômage technique sont montés à Rodez.

Les travailleurs ont pénétré dans la cour du tribunal où ils ont scandé des slogans, malgré les pleurnicheries du commissaire de police. Si la haie d'honneur promise au PDG David n'a pas été un succès, c'est qu'il a réussi à se dérober comme un rat en passant par le commissariat. Mais il ne perdait rien pour attendre.

Les sections syndicales CGT-CFDT prévenaient les travailleurs de se tenir prêts vers 17 h 15 pour une destination inconnue. C'est dans le trajet vers l'aérodrome qu'ils apprenaient le but de l'opération : empêcher le

PDG David de prendre l'avion pour Paris. Cette action a été un plein succès. Durant plus d'une heure, les travailleurs ont coincé dans le hall du départ tout ce joli monde : le PDG démissionnaire David, Bois, un représentant des AFE (aciéries forges de l'Est), une femme qui faisait admirer sa fourrure.

Durant cette petite heure au contact des travailleurs, tous ces beaux messieurs avaient le visage bien pâle, et étaient à deux doigts de la crise de nerfs. Il est vrai que les travailleurs ne faisaient rien pour les rassurer. « Ils s'énervent, ils s'énervent... » chantaient certains. Les mots d'ordre, les quolibets n'ont pas arrêté.

David a même été obligé de faire une « prise de paro-

le », assis sur le comptoir du bar, sur la situation actuelle !

Quant aux pneus de la voiture de Bois, ils étaient à l'image de leur propriétaire : à PLAT et c'est dans un fourgon de flics que tout ce beau monde, ayant raté son avion, dut repartir.

Jeudi 6

A Decazeville a eu lieu un grand meeting auquel participaient de nombreux travailleurs en tenue de travail. Des paysans du Larzac étaient venus apporter leur soutien. Le principe d'une grève générale et d'une grande manifestation sur le Bassin, mardi après-midi, (11 janvier) a été retenu.

La population du bassin houiller, qui n'a pas oublié

les grandes luttes de mineurs il y a 15 ans, ni la solidarité qui existait à l'époque, serre les coudes autour des travailleurs des AUMD.

Devant l'ampleur du mouvement, (et la proximité des élections !) les conseillers généraux et les maires du département envisagent la grève administrative et même la démission.

Aux AUMD comme à Ratier (Figeac) existe la lutte entre les deux voies, entre la voie de la lutte de classes et celle du défaitisme et de la collaboration.

Mais, pour la moment, aux AUMD, c'est le courant de lutte de classes qui domine, c'est lui que les camarades de la cellule François Marty du PCMLF s'emploient à renforcer.

Correspondant HR (Decazeville)

## Saint-Rom-de-Dolan (Lozère)

## REPRESSION A L'ECOLE DE MONITEURS-EDUCATEURS

Saint-Rom-de-Dolan est une école apparemment « de gauche », qui se prétend marxiste-lacaniste (1). La direction est composée d'une directrice et d'une équipe de formateurs dont la plupart sont à la CGT et certains au PCF.

## DES METHODES ARBITRAIRES

Que s'est-il passé dans cette école ?

Une élève de seconde année, un mois avant l'examen, se fait dire par une partie de l'équipe des formateurs et par la directrice qu'elle ne peut pas passer son diplôme. On lui propose de faire une troisième année, mais aucun contrat n'est établi à ce moment entre elle et l'école. Quelques temps plus tard, elle apprend qu'une nouvelle décision a été prise par l'équipe des formateurs : l'arrêt de sa formation c'est-à-dire son renvoi pur et simple.

Lorsqu'elle demande pourquoi, on lui répond qu'elle n'a pas fini son travail en temps voulu : le travail en question comporte des bilans de stages, de formation à l'école, qui ont tous été faits, et un mémoire. Peut-être est-ce ce mé-

moire qui a été considéré comme non terminé ? Mais selon quels critères peut-on déclarer un mémoire achevé ?

On lui reproche également de ne pas avoir fait de démarches personnelles à la suite de la proposition qui lui avait été faite d'effectuer une troisième année. Or, en fait de proposition, il s'agit d'une décision tout à fait arbitraire qui équivaut à un redoublement.

Cette élève est donc maintenant renvoyée de l'école, après y avoir suivi deux ans de formation et se trouve dans l'impossibilité de se présenter au diplôme : c'est en effet l'école qui détient ses dossiers.

Elle rencontre de plus de grandes difficultés à trouver

du travail dans la région à cause des bruits qu'a fait courir l'école sur son compte.

## LES SIMPLES DEMARCHES NE PEUVENT RIEN

Les actions qu'elle a menées jusqu'à présent ont été variées mais peu efficaces :

— appel au conseil pédagogique, composé de formateurs et d'élèves. Celui-ci n'a pas fonctionné à cause des vacances.

— rencontre avec des formateurs mais elle est reçue un mois après son arrêt de formation.

— en septembre, appel à

la CGT au niveau de Paris et de Mende. Le délégué départemental étudie la question, mais ne fait rien, si ce n'est de lui laisser l'espoir de passer son diplôme en candidate libre.

— appel à la section CGT-élèves de Saint-Rom, qui répond que son cas est indéfendable et que la section est soutenue par Mende-CGT départementale. Quant à la section CGT-formateurs elle n'a, bien entendu, pas levé le petit doigt

— afin d'expliquer son cas et de faire pression sur les formateurs, cette élève fait une pétition destinée aux élèves de l'école, à ceux d'autres centres de formation, aux établissements dans lesquels elle a effectué ses stages...

Jusqu'à présent, toutes ces démarches n'ont abouti à aucun résultat : il s'agit là d'un cas de répression tout à fait inacceptable, d'une décision prise pour des motifs arbitraires et incontrôlables.

## UNE ECOLE GEREE PAR LA « GAUCHE »

Cette lutte est d'autant plus importante qu'elle se déroule dans une école de « gauche », dont la direction est composée d'une directrice et d'une équipe de

formateurs, la plupart syndiqués à la CGT, certains membres du PC ; or, ce sont eux qui ont utilisé la répression et se sont conduits comme des patrons.

Rien d'étonnant, alors à ce que la CGT, à quelque niveau que ce soit, ait jugé ce cas indéfendable. Comment peut-on à la fois utiliser la répression et se battre contre, se conduire comme des patrons et prétendre défendre les élèves ?

Un argument particulièrement judicieux a été avancé par l'un des responsables de ce syndicat : les élèves ne peuvent pas être défendus puisqu'ils ne sont pas salariés. Mais il faudrait peut-être que ces gens sachent qu'être salariés est justement une revendication de tous les élèves des centres de formation du secteur sanitaire et social (bouche-trou, suppléance au personnel manquant...).

L'attitude de la CGT par rapport à ce cas de répression nous prouve, une fois de plus, que des membres de ce syndicat, et notamment des responsables, sont opposés aux luttes et se conduisent comme des patrons.

Correspondant.

(1) «Lacaniste», du nom de Lacan, réactionnaire appliquant la méthode «structuraliste» à la psychologie.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante\* :

Nom, ..... Prénom, .....

Adresse, .....

Signature, .....

\* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.



# Ploumoguer (Nord-Finistère)

## NON A LA POLLUTION !

La bourgeoisie française a décidé de confier à son monopole d'Etat EDF la tâche de construire de nombreuses centrales nucléaires dans notre pays. Elle s'efforce de faire des profits dans ce nouveau secteur qui offre des perspectives alléchantes. Mais elle affronte une concurrence acharnée notamment de la part des superpuissances qui voudraient garder le monopole du nucléaire pour accroître leurs profits fabuleux. La bourgeoisie comme le montre ce récit de deux lecteurs du Nord-Finistère, n'hésite pas à sacrifier à sa soif de profit, la sécurité et la santé du peuple. Il est donc inévitable qu'elle se heurte comme à Ploumoguer à de justes luttes populaires

En Bretagne, EDF a testé plusieurs sites pour observer la réaction de la population locale et aussi pour diminuer la mobilisation en laissant planer le doute. Tout porte à croire que son choix est désormais arrêté et qu'il a choisi Ploumoguer à la pointe du Nord-Finistère.

- La centrale nucléaire signifie pour la population :
- l'expropriation de petits et moyens paysans. Dans le projet, c'est 250 ha d'expropriés
  - la suppression de l'emploi de marins-pêcheurs, la centrale réchauffera l'eau de mer détruisant le plancton.
  - la destruction d'un site touristique
  - la surveillance militaire de la côte et des routes d'acheminement du combustible
  - le risque d'extension

du site prévu, de stockage des déchets. Mais le principal, c'est surtout que l'utilisation de l'énergie nucléaire par la bourgeoisie représente un danger énorme pour la santé des travailleurs. La pollution nucléaire, le rejet dans l'atmosphère et dans l'eau de mer de certains corps chimiques sont un danger réel. C'est d'ailleurs pour cela que le monopole EDF choisit des sites où il existe des forts courants marins et beaucoup de vent, cela lui permet de dire que sur le lieu même il n'y a pas de pollution. L'autre danger, c'est les accidents. Cela non plus EDF ne peut le cacher, puisqu'il existe des zones d'évacuation d'urgence, des «plans de secours» connus seulement par les préfets. Le pro-

blème des déchets n'est toujours pas résolu par la bourgeoisie qui, dans sa course au profit, ne se soucie pas de la sécurité des travailleurs. Cela est vrai aussi pour les travailleurs employés dans les centrales elles-mêmes comme l'ont dénoncé les ouvriers de l'usine de la Hague.

### GRANDES MANŒUVRES DE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie est décidée à utiliser s'il le faut ses forces armées, sa loi anti-

journaux bourgeois sur la création d'emplois par l'installation d'usines autour de la centrale — étouffement systématique par les journaux bourgeois de l'information scientifique sur l'industrie nucléaire et de l'opposition à cette industrie. Dans tout cela, une chose est claire, l'EDF est un monopole d'Etat capitaliste. C'est sans doute si évident que cela gêne fortement les bourgeois de gauche. Ils ne peuvent cette fois présenter la fausse solution de la nationalisation, c'est déjà fait.



La propagande d'EDF ne peut masquer les dangers énormes de l'utilisation de l'énergie nucléaire. Ici des déchets radioactifs qui vont être déposés dans les fonds sous-marins.

## La TVA baisse ... les prix augmentent !

On fait une grande propagande à l'heure actuelle sur la baisse de la TVA sur certains produits, qui devait, nous dit-on faire baisser les prix. Le gouvernement a la mémoire courte : rappelons qu'en 1974, la TVA avait été supprimée pendant 6 mois sur la viande. Qu'a donné cette expérience, qui devait conduire à la baisse des prix de la viande à la consommation ? De l'avis même de Bonnet (Monde du 15/11/74) : «L'expérience tentée en supprimant pendant 6 mois la TVA sur la viande a été

décevante. On espérait ainsi améliorer le revenu des producteurs, sans que les consommateurs en subissent les conséquences. Or la suppression de la TVA n'a profité ni aux uns ni aux autres. Le bénéfice s'en est perdu dans les circuits. C'est-à-dire en clair que la différence a été empochée par les gros négociants. Une preuve de plus que c'est l'ensemble du système, la loi du profit qui est en cause ! La baisse ridicule de 2 % sur la TVA c'est de la frime. C'est l'arbre qui voudrait cacher la forêt de la montée générale des prix.

casseurs. D'autre part, elle a donné à son monopole EDF des moyens énormes pour écraser toute opposition des masses populaires à son projet. La télévision, les journaux bourgeois locaux, tous les appareils de propagande de la bourgeoisie agissent en coordination pour faire croire à la population que l'industrie nucléaire est absolument sans danger, que l'industrie nucléaire apportera du travail. EDF, ses psychologues, son armée de technocrates «travaillent» d'arrache-pied pour la population. Le but d'EDF, c'est d'empêcher les masses populaires de se mobiliser de s'organiser. Pour cela, différentes méthodes sont utilisées :

- coupure du film «Le jour le plus long» à la télévision, soi-disant à cause d'une trop forte consommation d'électricité
- propagande dans les

### LA RIPOSTE POPULAIRE S'ORGANISE

Face à la bourgeoisie, face au monopole d'Etat, EDF, la classe ouvrière, les petits paysans expropriés, les marins pêcheurs essaient de trouver une forme d'organisation efficace. Contre la propagande mensongère d'EDF, il faut organiser l'information scientifique. Contre l'expulsion des petits paysans et le danger pour l'emploi des marins pêcheurs, il faut organiser la lutte pour la défense de l'emploi. La population s'appête à se mobiliser en dénonçant tous les aspects nocifs de cette centrale nucléaire et avant tout les dangers qu'elle fait courir à la sécurité de milliers et de milliers de gens du peuple.

## GREVE A L'IUT DE PERPIGNAN

Un mouvement de grève est déclenché lundi 3 janvier pour protester contre la suppression de près de 60 % des cours en 1<sup>re</sup> année GEA (gestion et administration) et BA (biologie appliquée). Parmi les cours supprimés, il y a des matières fondamentales. Ceci constitue un véritable sabotage que les étudiants ne sauraient accepter. On se souvient en effet de la grève de l'an dernier des étudiants pour la reconnaissance de leur diplôme (DUT). Autant dire que l'on fait faire des études pour rien, puisque maintenant non seulement le diplôme n'est toujours pas reconnu, mais en plus l'enseignement n'est pratiquement plus dispensé.

Ce problème concerne l'ensemble des IUT que le pouvoir capitaliste veut mettre sous le contrôle direct du patronat régional. L'IUT deviendrait ainsi un centre de formation professionnel strictement soumis aux besoins capitalistes de la région. Quand on connaît les débouchés dans les Pyrénées Orientales on voit que cela signifie la mort de l'IUT de Perpignan. Nous appelons tous les IUT à prendre contact avec l'IUT de Perpignan afin de coordonner la lutte. Pour cela, écrire à l'Humanité rouge qui transmettra. Le cercle J.H. Baena de la JCMLF de Perpignan Texte lu et approuvé par des étudiants.

## Achetez le calendrier des résidents en lutte de la Sonacotra



Achetez le calendrier des résidents en lutte des foyers SONACOTRA En vente à la librairie les Herbes sauvages 70, rue de Belleville Paris 20e au prix de soutien de 20 F.

### Rectificatif

Dans l'article de notre édition datée du 8-9 janvier 1977 (No 601). «Les morts en hôpital psychiatrique ne sont pas des "accidents"», se sont glissés deux erreurs qu'il nous semble indispensables de rectifier pour être fidèles notamment à la vérité scientifique. 1) Au début de l'article à propos des électrochocs il était écrit «en effet, elle s'avère inefficace à long terme, et risque si elle est répétée d'entraîner une détérioration des facultés mentales en détruisant les cellules du cerveau. 2) A propos de l'hôpital psychiatrique de Moisselle, il était écrit. «Aux yeux de certains il a le réputation d'un hôpital de «pointes». En fait, s'il a cette réputation tout à fait infondée, c'est seulement parce qu'on y pratique de façon intensive la "psychothérapie institutionnelle". Nous prions nos lecteurs de nous excuser pour ces erreurs regrettables.

### Lisez ALBANIE AUJOURD'HUI

En vente aux librairies :  
- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris  
- La Force du Livre, 33, rue R.Leynaud 69001 Lyon

### TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 30226-72 - La Source

culturel

# Un film contre le racisme

## France mère-patrie

Le nouveau tour fait visiter ses propriétés à sa vieille mère une histoire dessinée de l'ATELIER "La Tour du Peuple"



Voilà un des rares films qui va à contre courant de la propagande bourgeoise qui vise à diviser les travailleurs pour mieux leur faire payer la crise.

C'est un film qu'on ne peut pas voir dans tous les cinémas. Un film que le réalisateur a réalisé avec ses propres deniers travaillant à l'usine pour le financer.

Guy Barbero le réalisateur, a voulu reconstituer un attentat raciste contre un jeune travailleur immigré. Cela lui donne l'occasion de suivre le jeune travailleur immigré dans sa vie et de montrer comment vivent les travailleurs immigrés.

### Des images sur la vie des travailleurs immigrés

D'abord sur le chantier : c'est la colère du jeune travailleur contre le p-tit chef qui lui donne des ordres,



Tous les jours les travailleurs sont en butte aux réflexions racistes, poison diffusé par la bourgeoisie.

des contrordres, un raciste qui veut l'obliger à quitter son travail. Images du travail de la pause : le travailleur immigré explique à un ouvrier français que ça «lui dérange de buter le petit chef», mais il se retient pour préserver une situation qui lui permet de payer les études de ses soeurs.

Les travailleurs immigrés ne sont pas logés ils sont parqués, entassés. Images d'une petite fête le soir dans une baraque de chantier, images d'un hôtel à Paris : 4 ou 5 travailleurs dans une chambre exigüe. En dessous dans le bar du propriétaire, on entend cette conversation : «En usine, tu ne gagneras rien, achète un café avec 7 ou 8 chambres au-dessus et mets 7 ou 8 personnes par chambres.» On se croirait dans les favelas de Rio au Brésil, mais on est en France, c'est là que la bourgeoisie parque les travailleurs. Des gosses vont chercher de l'eau.

En fond on entend le commentaire de racistes : «ils font un enfant toutes les semaines.»

Images suivantes : dans un logement de bidonville

une famille : la mère est à l'hôpital, la fille aînée s'occupe de ses frères et soeurs. On assiste à la discussion entre la fille aînée et le père. Celle qui s'occupe de ses frères et soeurs en l'absence de la mère insiste pour que le père demande un logement au préfet, au ministre, à l'assistante sociale. Mais le père qui a fait toutes les démarches possibles sait que c'est inutile et dit : «on va rentrer au pays». Rien n'est prévu pour les familles de travailleurs.

### Si tu n'as pas d'essence

«Si tu n'as pas d'essence, mets un arabe dans ton moteur», c'est l'image qui est accrochée au-dessus du bar. Là le jeune travailleur doit supporter toutes les réflexions racistes avant d'être servi en dernier et de payer 2,50 un café au zinc.



Dans les taudis : des conditions de vie intolérables pour les travailleurs et leurs familles.

payent deux fois leur logement) ils cotisent pour la Sécurité sociale pour les allocations familiales mais n'en bénéficient pas vu que leur famille ne peut pas venir en France.

### Images du racisme

La visite de Giscard en Algérie vue par les journaux réactionnaire, mais aussi les mensonges inventés par la propagande bourgeoise «Chez eux, à Belleville, une agression».

Gros plan sur un titre de Minute ou l'Aurore :

«On» dit que les travailleurs immigrés sont des terroristes, des hors-la-loi. Voilà qui est un appel au meurtre. Et le crime a lieu : des phares une 504 qui traque le jeune travailleur immigré. Quatre fascistes frappent à mort puis jettent son corps du haut d'un immeuble : suicide dira le commissaire. Le commissaire téléphone au chef des fascistes de la 504, commissaire qui paye le médecin au nom de son organisation... L'organisation du crime. Au père du jeune travailleur qui refuse de signer

le procès verbal de l'enquête, on enverra un arrêté d'expulsion.

Une réplique de choc au poison raciste de la bourgeoisie

Voilà une réplique aux émissions de Dijoud ministre du racisme et de son complice Bouvard, aux aboiements de Poniatovski sur les «étrangers et la sécurité dans le métro». Une réplique à tous ceux qui refusent des logements aux travailleurs immigrés à la ségrégation sur l'embauche.

Ce film passera à partir du 12 janvier au Cinéma Jean Renoir à Paris, et au Cinéma Le Familial, à Lyon. Il pourra par la suite être utilisé avec profit dans le travail de masse et servir de matière à un débat.

Voilà une contribution à l'unité de la classe ouvrière. FRANCE MERE PATRIE Un film de Guy Barbero Prix de l'association du Cinéma d'art et d'essai Toulon 76, au Jean Renoir 43 Bd de Clichy Métro Pigalle, du 12 au 25 JANVIER.

### Mardi aux «Dossiers de l'écran» :

#### «Il y a 20 ans Suez»

#### Les premières victoires du tiers monde

Le sujet de l'émission : un documentaire sur la nationalisation du canal de Suez, en 1956, par le peuple égyptien et l'expédition de type colonialiste franco-anglaise qui a suivi.

Ensuite le traditionnel débat avec Armand Jammot. On aborde toutes les questions qui ne touchent pas le fond du problème.

Tout le monde sait que l'opération était préparée de longue date par les Franco-anglais et les Israéliens, mais on se demande quand même s'il y a vraiment eu complot!

Sur le problème des objectifs, chacun va dire ses bonnes raisons : les sionistes (ils avaient droit de parole à la télévision) voulaient «frapper les bases des

commandos palestiniens» : encore une raison pour justifier leur expansionnisme. Ils voulaient aussi briser leur isolement politique et économique. L'Egypte avait fermé le détroit de Thiran et Israël ne pouvait plus faire de commerce par la mer Rouge.

Voilà qui gêne bien un Etat artificiel créé de toutes pièces par les impérialistes. Quand à Pineau, le ministre de Guy Mollet à l'époque, il affirme que c'est guidée par des arguments purement juridiques que la France est intervenue pour préserver l'accès international au canal.

En fait, il fallait briser de force l'encerclement d'Israël. Pineau comme Guy Mollet et les socialistes de

l'époque, étaient pro-américains, pro-sionistes et anti-arabes.

C'est à cause du soutien que l'Egypte apportait à la guerre de Libération nationale algérienne qu'il était nécessaire d'intervenir. Ces ennemis des peuples pensent bien sûr qu'ils ont affaire à des complots internationaux et à des révolutions manipulées.

Un participant à l'émission, qui a préparé l'expédition, a avoué qu'il voulait renverser le «dictateur Nasser», que les pays du tiers monde avaient acquis trop vite leur indépendance et que maintenant c'était la pagaille!

En fait, ces messieurs voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

# L'Humanité Rouge

## La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

# GRACE A LA LIGNE DE MAO TSE-TOUNG

En quittant le pays des Lis et des Miaos nous quittons presque l'île de Hainan. En dépit du nombre relativement faible de la population Li et Miao, la région autonome est assez vaste et il ne nous restait déjà plus qu'une étape, un jour et une nuit avant de reprendre la route de Pékin. Durant les longs kilomètres qui nous séparaient de Nata, notre prochaine halte, dans le nord-ouest de l'île, nous avons amplement le temps de réfléchir à nos fructueuses visites et au profit à en dégager.

Il y avait, par exemple, ces témoignages sur le passé terrible des Lis et des Miaos : il faudrait en parler. N'y avait-il pas cependant un danger à éviter ? Notre but n'est pas de raconter l'histoire mais de souligner chaque fois que possible les enseignements universels de la Révolution chinoise. Certaines personnes ont, au cours des dernières années, visité la République populaire de Chine et écrit des articles ou livres sur la question : parlant de l'oppression et de la misère dans lesquelles était plongé, avant la Libération, le peuple chinois ; elles ont ressassé l'idée que c'est cette oppression et cette misère particulièrement dures qui sont à l'origine des succès de la Révolution chinoise : « ce qui a été possible en Chine ne l'est pas en France... », qui n'a pas entendu cette phrase ? Comme s'il y avait deux oppressions, deux misères, deux exploitations, une supportable et une insupportable !

Bien entendu, les plus acharnés à répandre de tels points de vue y ont des intérêts de classe, ce sont des gens comme l'ex-ministre Alain Peyrefitte ou bien des représentants du courant révisionniste liés à l'aristocratie ouvrière.

La bourgeoisie et ses représentants dans les rangs ouvriers sont prêts à admettre le caractère cruel de l'oppression féodale. Mais c'est pour embellir le présent en cachant que la bourgeoisie capitaliste, et particulièrement la bourgeoisie monopoliste, a porté à un degré inégalé, sur une échelle plus vaste et de façon plus systématique la barbarie des anciennes classes exploiteuses.

Les faits sont là : des milliers de mutilations ou morts quotidiennement dans les prétendus accidents du travail, des centaines de milliers de prolétaires jetés sur le pavé parce que des financiers ont plus à gagner ailleurs, des travailleurs que l'on dépouille de tout et que l'on jette à la rue parce qu'ils ne peuvent plus payer leurs loyers, des femmes sans ressource à qui l'on retire leurs enfants pour les « placer », des jeunes, des immigrés « morts » dans des commissariats, des paysans, des personnes âgées, des petits commerçants poussés au suicide, sans compter les guerres coloniales et les grandes guerres impérialistes : toutes ces choses éminemment barbares, présentées tout au plus comme des bavures par les uns, comme les conséquences d'une « politique par les autres, apparaîtront dans l'avenir pour ce qu'elles sont : le cortège sinistre des capitalistes et des impérialistes qui disparaîtra avec le renversement de ces capitalistes et l'exercice populaire de la dictature du prolétariat à leur égard.

Cela vaut d'être rappelé. Les succès de la Révolution chinoise ne sont pas

due à la seule oppression et misère particulière que connut le peuple chinois.

La preuve en est que d'autres peuples ont connu et continuent à connaître une telle situation : c'est même le cas des 80 % de l'humanité ; c'est à dire de l'immense tiers monde. Les succès de la Révolution chinoise sont dus à la direction du Parti communiste chinois, guidé par la ligne marxiste-léniniste de Mao Tsé-toung ; dans le monde entier, la révolution est possible jusqu'au bout pourvu que se constitue et s'édifie un authentique parti marxiste-léniniste qui applique les principes révolutionnaires dégagés par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung aux conditions propres de son pays.

D'ailleurs, quelques jours auparavant, nous avons vu un excellent film, tellement apprécié par le peuple chinois, qu'il a été tourné en deux versions, une en noir et blanc et une en couleur.

Le film retrace un épisode de la troisième guerre civile révolutionnaire connue sous le nom de « bataille du Mont-Phénix » une bataille livrée victorieusement par l'Armée dirigée par Chou Teh en 1947.

Le film est, sous une forme extrêmement prenante, une illustration de la ligne stratégique et tactique militaire du président Mao.

Comme dans beaucoup de films chinois, on y voit certains bons soldats ou excellents camarades qui ne comprennent pas bien pourquoi on se retire, pourquoi on recule quand on est fort, mais par l'expérience, ils parviennent à comprendre. Cela rappelle Yenan où l'on entend souvent raconter que, lorsque le président Mao donna l'ordre de quitter la base révolutionnaire face à l'offensive ennemie, beaucoup de soldats et de paysans ne comprenaient pas et pleuraient d'abandonner leur base : très tranquillement, le président Mao expliqua aux cadres qu'il avait réunis : « Dans deux ans, nous reprendrons Yenan » et cela fut fait jour pour jour. Cela montre l'importance décisive d'une juste ligne stratégique et tactique élaborée sur la base d'une analyse concrète de la situation. Cela ne saurait être spontané : le courage et l'ardeur révolutionnaires sont fondamentaux mais ne suffisent pas. Malgré son célèbre esprit révolutionnaire, le peuple chinois n'a triomphé que lorsque la ligne du président Mao tsé-toung a été appliquée par le Parti communiste chinois.

Réfléchissant à cela, je demandais au camarade du Comité de parti de la province du Kuangtong qui m'accompagnait s'il faisait partie lui aussi de l'Armée de Chu Teh (d'autres camarades avec nous en avaient été). Il me dit que non. Lui, avait combattu dans le nord-est de la Chine.

Comme je lui posais des questions sur la guérilla dans l'île de Hainan, il souligna l'importance capitale de l'appui de la population. Il avait lu les mémoires de Che Guevara, un détail éloquent avait retenu son attention : Guevara achetait de quoi se nourrir en ville, parfois même il forçait des gens à lui vendre du ravitaillement. Il avait trouvé cela tout à fait significatif des conceptions erronées de

Guevara.

Tout au contraire, la guérilla en Chine avait connu des conditions très dures, mais elle tenait grâce à l'appui et à la



La camarade Hoang Tu-sian, de nationalité li, secrétaire de la cellule du parti d'une brigade de production près de Tongsha, chef-lieu de la région autonome.

participation de la population paysanne. Le principe bien connu de Mao Tsé-toung « la guerre révolutionnaire, c'est la guerre des masses populaires ; on ne peut la faire qu'en mobilisant les masses, qu'en s'appuyant sur elles » a une portée de portée : pour la guérilla, mener des actions qui correspondent aux aspirations des masses et les amener à participer sous diverses formes à la lutte est très important. Le camarade qui me parlait, avait participé à la guérilla et aussi à la guerre régulière. Comme beaucoup de cadres, il s'intéressait vivement à la situation en Europe, en particulier aux aspirations révolutionnaires des larges masses et à la rivalité des deux superpuissances.

Il me rappela que le camarade Chou En-lai avait souligné au 10<sup>e</sup> Congrès du PCC : « L'Europe est le point-clé de la rivalité des deux superpuissances ». Aussi la situation en Europe a-t-elle une grande importance dans la lutte solidaire des peuples du monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Le camarade qui m'accompagnait me dit avoir lu avec intérêt des extraits de L'Humanité rouge publiés dans la presse chinoise sur ces questions. Il s'intéressait à la situation présente qui prévaut en Europe, mais aussi à l'histoire de la guerre impérialiste en Europe, de ses liens avec la révolution prolétarienne.

Il en parla. Il soulignait que la conférence d'Helsinki avait été un nouveau

Munich qui augmentait l'arrogance et les ambitions expansionnistes de l'URSS.

« La politique d'apaisement ne paiera pas plus aujourd'hui devant le social-impérialisme russe qu'hier devant Hitler » dit-il. Il avait eu l'occasion de dire cela à certains amis tchécoslovaques avant l'agression soviétique d'août 1968...

Beaucoup de remarques qu'il faisait tant sur la situation présente que sur l'histoire même de la guerre en Europe montraient que l'unité de point de vue au sein du Parti communiste chinois est fondée sur une étude sérieuse de tous, notamment des cadres, pour bien comprendre la situation à la lumière du marxisme, du léninisme et de la pensée maotse-toung...

Nous arrivions à Nata, une ville au passé lointain. On nous emmena visiter une brigade de production de Wan Lin Tiao, une brigade assez aisée, et une ferme d'Etat qui avait été implantée là pour qu'elle serve aussi de modèle aux paysans.

Enfin, en quittant Nata, au matin de notre dernier jour à Hainan, nous visitâmes l'Institut des plantes tropicales, un important institut, transféré de Canton à Hainan pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne pour que chercheurs et étudiants lient théorie et pratique, études et travail productif. Ici on cultivait et étudiait des plantes tropicales venues du monde entier : leurs propriétés notamment thérapeutiques, car les plantes constituent des ressources pharmaceutiques illimitées, bon marché et utilisables aisément dans les campagnes. Il y a des plantes presque pour chaque maladie. Nous avons même vu à Wan Lin Tiao une fleur dont le parfum est un poison mais qui, une fois séchée et pilée, sert d'anesthésiant efficace et sans effet secondaire. Les propriétés de certaines plantes sont connues par de vieux livres mais des recherches sont faites pour mieux connaître ces propriétés et en découvrir de nouvelles : c'est ainsi par exemple qu'à l'Institut des plantes tropicales, nous apprenions que la sève de l'aloès, bien connu dans le Midi de la France, est efficace contre les brûlures et les radiations nucléaires.

Le temps nous manqua malheureusement pour discuter longuement avec les camarades de l'institut, et, après une promenade dans le jardin d'essais, nous reprîmes la route pour Haikon.

Quelques heures plus tard par le hublot de l'avion, nous adressions de derniers signes de la main au camarade Sieou et aux autres camarades du Comité du parti de l'île que nous ne pourrions oublier. Avant de nous quitter, ils nous avaient fait promettre de revenir un jour à Hainan afin d'y constater d'autres changements...

Demain : le point sur la bande des quatre.

Une erreur s'est glissée dans la légende de la photo accompagnant le deuxième article sur « Le pays des Lis et des Miaos ». La camarade qui se trouvait à droite sur la photo, n'était pas la camarade Hoang Tu-sian de nationalité li, mais la camarade Li Mei-houa de nationalité miao. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.